

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
N° 20250922-DEC-DAEN1043 EN DATE DU **20 OCT. 2025**
PORTANT LES MISES À JOUR DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET DES
FRÉQUENCES D'AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'EAU DE LA SOCIÉTÉ
RC TRAITEMENT, À VALENCE

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier l'article R. 511-9 et ses annexes, l'article L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740

VU l'arrêté préfectoral n°368 du 31 janvier 1994 autorisant la société RC à implanter et exploiter à Valence un atelier de traitement de surface ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-0226 en date du 23 janvier 2009 portant les prescriptions complémentaires pour la société RC Traitement ;

VU le courrier du 5 novembre 2013 de l'exploitant sollicitant le bénéfice de l'antériorité concernant la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées ;

VU le courrier du 10 octobre 2022 de la société RC Traitement demandant la mise à jour de la situation administrative du site ainsi que la levée de l'obligation des analyses du chrome 6, du cuivre, du fer, du nickel, du plomb et des cyanures, produits avec lesquels l'entreprise ne travaille plus depuis 2012 ;

VU le courriel du 9 septembre 2025 justifiant que, depuis 2020, les flux des produits sus-cités ne dépassent pas les seuils définis pour mettre en place l'autosurveillance ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 22 septembre 2025 ;

VU le courrier transmis à l'exploitant le 22 septembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU le courriel du 2 octobre de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour la situation administrative du site au regard des évolutions de la nomenclature et des évolutions du process industriel ;

CONSIDÉRANT que le site n'utilise plus de chrome, de cuivre, de fer, de nickel, de plomb ni de cyanures depuis 2012 ;

CONSIDÉRANT que, depuis au moins 2020, les flux des produits sus-cités sont inférieurs aux flux définis dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 imposant la périodicité de leur surveillance ;

CONSIDÉRANT que la surveillance des produits sus-cités doit être maintenue à une périodicité adaptée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas formulé d'observation ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

TITRE 1 - Modifications des prescriptions antérieures et mise à jour administrative

Article 1.1 : Modifications des prescriptions antérieures

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées ou supprimées	Nature des modifications (modification, ajout, suppression) et référence aux articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n°09-0226 du 23 janvier 2009	Article 1.2.1, tableau des rubriques	Abrogé et remplacé par le tableau des rubriques de l'article 1.2 du présent arrêté.
Arrêté préfectoral n°09-0226 du 23 janvier 2009	Article 8.2.3.1 – Fréquences et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejets	Abrogé et remplacé par l'article 1.3 du présent arrêté.

Article 1.2 : Mise à jour administrative

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime ^(x)	Activité	Nature de l'installation et volume autorisé
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	3 chaînes de traitement de surface. Volume total de 76,7 m ³
4140-2.b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	Bains de traitement et stock de produits. Quantité totale de 1,14 tonne

^(x) A : Autorisation ; D : Déclaration.

Article 1.3 : Fréquences et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejets

Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Concernant les eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur, les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence de surveillance	Fréquence des mesures comparatives
Zinc (Zn)	1383	Hebdomadaire	Trimestrielle
MES	1305	Trimestrielle	Trimestrielle
DBO5	1095	Trimestrielle	Trimestrielle
DCO	1314	Trimestrielle	Trimestrielle
Azote global (NGL)	1551	Trimestrielle	Trimestrielle
Phosphore Total (P total)	1350	Trimestrielle	Trimestrielle
Chrome hexavalent (CrVI)	1371	Trimestrielle	Annuelle
Nickel (Ni)	1386	Trimestrielle	Annuelle
Chrome Total	1389	Trimestrielle	Annuelle
Fer (Fe)	1393	Trimestrielle	Annuelle
Chrome III (CrIII)	5871	Trimestrielle	Annuelle
Plomb (Pb)	1382	Trimestrielle	Annuelle
Cuivre (Cu)	1392	Trimestrielle	Annuelle
Cyanures libres (CN)	1084	Trimestrielle	Annuelle

Des mesures comparatives portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées, à la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessus, par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

TITRE 2 - Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

Article 2.1 : Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 2.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de VALENCE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de VALENCE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.3 : Exécution – Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de VALENCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **20 OCT. 2025**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU